L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
VENDREDI, 20 AVRIL 1888.

PETITES ANNONCES.

PENSION—Grandes chambres bien aérées, à $2, $3 et $4 la semaine ; pension, $3.50, dans une famille française, 216 Bourbon, entre Dumaine et St-Philippe. 4 avril—

A. B. Philips, notaire, 5 Comi. Place, peut prêter sur hypothèque de $60 à $90.000. 23 déc—6m

A LOUER.

MAISON à louer—Encoignure Dumaine et Bourgogne avec installation de comptoir et étagères pour épicerie ou magasin. S'adresser à No 137 rue St. Pierre. 24mars—1m.

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Léon Lippman et Mme Isaac Picard.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 23,326—Division E. —Attendu que Samuel Lippman a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Thérèse Lippman, épouse décédée de Léon Picard, décédée intestat, sur et par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
17 avril—17 21 26 Greffier

Succession de Susannah O'Brien.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—Division D—No 22,974—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées à avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le testament olographe de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN,
15 avril—15 20 24 Greffier.

Succession de Mary Buckley Mullen.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No. 23,746—Division C. —Attendu que Félix Mullen a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Mary Buckley Mullen, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux qui peuvent concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
14 avril—14 18 22.

Succession de Henry F. Regnier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 20,458—Division D—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons qui seront à déduire, pourquoi le compte présenté par Henry F. Regnier, syndic provisoire de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
15avril—15 20 24

Succession de Mme J. C. Rozada.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 23,716—Division E. —Attendu que Joseph M. Rozada a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Mme J. C. Rozada, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux qui peuvent concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
11avril—11 15 20 Greffier.

Succession de W. H. H. Brooks.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 23,711—Division E. —Attendu que Pauline J. Smith, veuve de W. H. H. Brooks, a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu W. H. H. Brooks, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
11 avril—11 15 20. Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—Edward B. Hall vs ses Créanciers—No 23,627—Div. A—Ordre de Cour—Que la session des biens du pétitionnaire Edward B. Hall soit, par le présent, acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers; et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et ait lieu pardevant Robert P. Upton, notaire en cette ville, le SAMEDI, 19me jour de mai 1888, à 11 heures du matin, dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises; et en attendant que toutes les procédures judiciaires contre la personne ainsi que contre les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nlle-Orléans, 18 avril 1888.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.

Pour copie conforme:
JAS. RANKIN, Député Greffier.
19 avril—3t au 19 mai

H. Grobel & Co. vs leurs créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans—No 19,625—Division A —Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire ou à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le premier compte provisoire présenté par Oliver Marionneaux, syndic des créanciers dans cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
13 avril—13 18 22

Chas. Van Benschoten vs ses créanciers.

Cession et les créanciers de Van Benthuysen & Gruneberg ou le Crescent Jelly Manufacturing Company.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 22,718—Division D—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons qui seront à déduire, pourquoi le compte présenté par le syndic provisoire de cette affaire ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
15avril—15 20 24 Greffier.

Succession de Mme J. C. Rozada.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 23,716—Division E. —Attendu que Joseph M. Rozada a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Mme J. C. Rozada, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux qui peuvent concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
11 avril—11 15 20. Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—Edward B. Hall vs ses Créanciers—No 23,627—Div. A—Ordre de Cour—Que la session des biens du pétitionnaire Edward B. Hall soit, par le présent, acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers; et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et ait lieu pardevant Robert P. Upton, notaire en cette ville, le SAMEDI, 19me jour de mai 1888, à 11 heures du matin, dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises; et en attendant que toutes les procédures judiciaires contre la personne ainsi que contre les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nlle-Orléans, 18 avril 1888.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.

Pour copie conforme:
JAS. RANKIN, Député Greffier.
19 avril—3t au 19 mai

H. Grobel & Co. vs leurs créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans—No 19,625—Division A —Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire ou à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le premier compte provisoire présenté par Oliver Marionneaux, syndic des créanciers dans cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
13 avril—13 18 22

Chas. Van Benschoten vs ses créanciers.

Cession et les créanciers de Van Benthuysen & Gruneberg ou le Crescent Jelly Manufacturing Company.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN DEMI-MILLION DISTRIBUÉ.

L. S. L. A.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire écrasant, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Ses Grand Tirages à Numéro Simple auront lieu tous les mois, et ses **Grands Tirages Trimestriels auront lieu en Mars, Juin, Septembre et Décembre**

Nous déclarons, par les présentes, que nous prendrons à tous les tirages, personnels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne des tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, à plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-similé de nos signatures.

Grand Tirage à Numéro Simple,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 8 MAI 1888.

$150,000

AVIS.—Billets $10 seulement

DEMI-BILLET $5, CINQUIÈME DE BILLET $2, DIXIÈME DE BILLET $1.

LISTE DES LOTS:

1 Gros lot de	$150,000	$150,000
1	de 50,000	50,000
1 Lot de	20,000	20,000
2 Lots de	10,000	20,000
4 Lots de	5,000	20,000
20 Lots de	1,000	20,000
50 Lots de	500	25,000
100 Lots de	300	30,000
200 Lots de	200	40,000
500 Lots de	100	50,000

LOTS D'APPROXIMATION:

100 Lots d'approximation	$300	$30,000
100 "	200	20,000
100 "	100	10,000
1000 " de terminaison	50	50,000
3,179 Lots s'élevant à		$535,000

Pour la Clause ou toute autre information désirer au sujet des semaines, veuillez écrire distinctement et la *Signature lisible*. On s'assurera un service plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant votre adresse en plein.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou chèque de New York ou sur lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express (à nos frais). Adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Louisiane

Référence aux lettres enregistrées à
la New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

RAPPELEZ-VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early, qui sont chargés de certifier, est une garantie de la parfaite loyauté qui préside à la distribution des lots. Les chances sont égales pour tous. Personne ne saurait prévoir le numéro qui tire un lot.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLÉANS, et que les billets sont signés par le président d'une institution dont les droits inscrits dans une charte sont reconnus par les tribunaux les plus élevés. De plus vous avez des contrebalances à des plus sérieuses.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIFF

ANNONCE JUDICIAIRE.

Saisie par le Shérif Civil de la propriété de valeur connue sous le nom de "Presse à Coton Mississippi", avec presse à vapeur, machines et accessoires, dans le carré d'îlet borné par les rues Tchoupitoulas, Market, Richard et Religieuse.

—ET—

Une propriété de valeur, bâtisse connue sous le nom de "Branch Cotton Press" ou "Branch Warehouse", dans le carré d'îlet borné par les rues Tchoupitoulas, Market, Religieuse et St-James.

Henry Trémoulet, agent, vs. E. N. Lewis et William Lynd.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 23,666—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressée par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 19 mai 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Premier District de cette ville, borné par les rues Religieuse, Market, Richard et Religieuse, lequel carré d'îlet mesure trois cent dix neuf pieds huit pouces et quatre lignes de façade de chacun des côtés des rues Tchoupitoulas et Religieuse, et deux cent cinquante cinq pieds neuf pouces et deux lignes de façade sur chacune des rues Market et Religieuse. Le tout conformément à un plan dressé par Jas. Gallier, architecte, en date du 5 février 1843, déposé en l'étude de B. B. Cenas, ancien notaire en cette ville.

2e Et une certaine propriété de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent connue sous le nom de Branch Cotton Press ou Branch Warehouse et tous les droits, passages et servitudes qui s'y trouvent, aussi dans le Premier District de cette ville, carré d'îlet borné par les rues Market, Tchoupitoulas, Religieuse et St-James; ladite portion de terre comprend la moitié du dit carré et mesure conformément au plan ci-dessus mentionné, deux cent cinquante-cinq pieds neuf pouces et deux lignes de façade rue Market, cent cinquante neuf pieds six pouces et une ligne de façade sur chacune des rues Tchoupitoulas et Religieuse et deux cent cinquante cinq pieds neuf pouces et deux lignes du côté de la rue St-James.

Etant les mêmes propriétés acquises par Bennett N. Lewis et William Lynd de la veuve J. B. Letorey et autre, selon l'acte passé pardevant Charles G. Andry, notaire, le 11 juin 1884, à titre enregistré, bureau des transferts, livre 119 folio 378.

Saisies dans la susdite affaire.

Conditions—1e Comptant une somme suffisante pour payer la réclamation du plaignant, soit [illegible] mille deux cent soixante-huit [$9218.00] avec intérêt au taux de 8 0/0 par an du 13 juin 1887 jusqu'à paiement. Cinq pour cent sur le dit montant du principal avec intérêt pour honoraires d'avocat, le coût et les frais de procès et de vente et les taxes de ville et d'Etat dues sur les différentes propriétés ci-dessus décrites.

2e L'acquéreur assumera (pour le montant de l'enchère) le paiement de quatre certains billets de notre ordre, chacun pour la somme de neuf cent quatre vingt-dix-neuf 63/100 dollars ($899 63) tous datés le 11 juin 1884 et payables trente jours après date, à la Banque de la Louisiane, et dûment endossés par Henry Trémoulet, en sa qualité de syndic de la succession de James Regan.

Dans l'affaire de la succession de James Regan.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 23,210.—En vertu d'un jugement et ordre de vente, signés le 19 mars 1886, moi adressés par l'Honorable Cour Civile de District, pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et le Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 28 avril 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans la Troisième District de cette ville, connu comme étant le lot marqué No 1 sur un plan fait par Edouard Simon, arpenteur, en date du 5 mai 1871, lequel lot de terre mesurant en mesure anglaise trente pieds de façade sur la rue Gravier sur une profondeur de cent vingt-sept pieds deux pouces et demi, le tout plus ou moins et tel que ledit lot se trouve et comporte, borné au nord-est par la rue Gravier, au sud-ouest par le lot marqué No 2 sur ledit plan, au nord-ouest par le lot marqué No 3 sur ledit plan, et au sud-est par le lot marqué No 4 sur ledit plan.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
17 avril—17 24 28 avril—1, 5 mai.

MONITION.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE District pour la paroisse d'Orléans. Compagnie d'Assurances Factors & Traders vs. Ellen S. Wood—No 23,458—Division E.—Attendu que l'affaire intitulée: Factors & Traders Insurance Company vs. Ellen S. Wood, No 23471, du dossier de l'ancienne Cour de District, parroisse d'Orléans (aujourd'hui but transférée à cette Honorable Cour, avec le No 23,458), la Compagnie d'Assurances Factors & Traders, demanderesse, a obtenu la propriété ci-après décrite, savoir:

Un certain terrain ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent situé dans le cinquième district de cette ville, carré d'îlet borné par les rues Calliope, Delord, Camp et Nashville, mesurant 80 pieds de façade comme le terrain No quatre sur un plan déposé en l'étude de A. Maurean, notaire en cette ville, en 1853; le dit terrain mesurant cent pieds trois pouces de façade rue Calliope sur une profondeur de cent vingt sept pieds sept pouces et demi sur chaque ligne parallèle, situé à cent pieds trois pouces de façade rue Calliope sur une profondeur de cent vingt sept pieds sept pouces et demi sur chaque ligne parallèle.

Et attendu que le jour en question la dite propriété décrite plus haut a été dans la dite affaire ordonnée par la Cour à être vendue à effet d'assurer aux "Factors & Traders" par le shérif de la paroisse d'Orléans en vertu de l'autorité dont il est revêtu par la dite propriété ayant été achetée par la dite compagnie pour la somme de trois mille cent piastres, laquelle somme a été accordée à la dite compagnie.

Et attendu que le dit shérif a exécuté un ordre de vente en faveur de ladite Compagnie d'Assurances Factors & Traders, ordonnée par la Cour le 7 octobre 1875, dûment enregistré et par lequel la propriété transférée était et est encore décrite comme suit:

Et attendu que ladite Compagnie d'Assurances Factors & Traders a immédiatement pris possession de ladite propriété et en a depuis lors, continuellement et sans contestation gardé possession;

Et attendu que la Compagnie d'Assurances Factors & Traders a demandé à ce tribunal une action conformément à la loi et aux sections 2370, 2472 et 2378 du Code, 3695, approuvé 1870, connu comme les Statuts Revisés de la Louisiane;

Donc, maintenant, la prière et l'application de la dite Compagnie d'assurances Factors and Traders ont été accordées, et cette requisition est donnée en conséquence; et toutes les personnes intéressées dans ladite propriété capable de revendiquer un droit, titre ou réclamation contre la propriété résultant d'une irrégularité dans la publicité de la vente, procédures, description ou autrement en vertu desquelles la vente a été adjugée, ou toute irrégularité ou illégalité dans la vente et l'émission de l'époque de la vente ci-dessus et tous autres défendants qui ont été dûment cités et requises au nom de l'Etat de la Louisiane et de la Cour Civile de District, paroisse d'Orléans, de faire valoir dans les trente jours qui suivront la publication première de cette monition dans les journaux publiques, la raison pour laquelle la dite vente ne devrait pas être confirmée et homologuée.

Donné par la Cour Civile de District, Paroisse d'Orléans, Nlle Orléans, 9 avril 1888.

(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
JAS. B. RANKIN, Sous-Greffier.
Une copie exacte
JAS. B. RANKIN, Sous-Greffier.
20 avril—

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

A. Seligman vs E. Barthe.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 22,491—En vertu d'un writ de fieri facias, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et l'allée Commerciale, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 19 mai 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Une certaine portion de terre située dans la Sixième District de la Nouvelle-Orléans, dans l'île Nouvelle-Orléans, bornée au nord-est par Valeyre, Cadiz et Water et le Fleuve, mesurant cent vingt pieds de face à la rue Water, la même largeur en face à la rue Cadiz et mesurant la ligne qui la sépare avec la balance du dit lot, la même taq de sur la rue Cadiz; ensemble avec droits d'eaux et autres dépendances.

Acquis par E. R. Chevalley par acte en partage avec John T. Michel, conformément à un acte passé pardevant Emile Lanusse, notaire de cette ville, en date du 31 décembre 1870, dument enregistré au bureau des transferts livre 98, folio 340.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
18 avril—18 25—mai 2 9 16 19

ANNONCE JUDICIAIRE.

Succession de John Graver.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,920—En vertu d'un jugement et ordre de renvoyés du 16 mars 1888 et signé le 4 avril 1888, à moi adressés par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et l'allée Commerciale, dans le Premier District de cette ville, le MERCREDI, 18 mai 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies, privilèges et dépendances qui y appartiennent, situé dans le troisième district de cette ville (ci-devant dans l'ancienne Faubourg Marigny), borné par les rues des Champs-Elysées, des Français et l'Industrie et l'Avenue Canal Marigny, plus amplement désigné comme le No 3 sur un plan fait par Bourgeval voyer, en date du 8 avril 1831 et déposé pour référence en l'étude de Joseph Cavelier, ancien notaire en cette ville, mesurant 50 pieds sept pouces et demi de façade rue Champs Elysées sur une profondeur de quatre vingt dix pieds deux pouces et demi du côté de la rue Français vers la rue de l'Harmonie anciennement Moreau, par le lot No deux sur le dit plan.

Etant la même propriété que feu John Graver, décédé, a acquis de Louis Fix, par acte passé pardevant Alfred E. Lewis, notaire en cette ville, en date du quinzième jour de décembre 1872.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
17avril—17 24—mai 1 8 15 19

ANNONCE JUDICIAIRE.

Une chance splendide pour un placement remunératif.

Vente par le Shérif civil de la paroisse d'Orléans.

Un lot de valeur et bâtisses et améliorations rue Gravel, entre Bayou Road et Carondelet, du rue à rue, à partir de Gravel, la 1re maison à droite.

Dans l'affaire de la succession de James Regan.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 23,210.—En vertu d'un jugement et ordre de vente, signés le 19 mars 1888, moi adressés par l'Honorable Cour Civile de District, pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et le Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 28 avril 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, voies, privilèges et dépendances qui y appartiennent, situé dans le Premier District de cette ville, dans l'ancienne Faubourg Lafayette et Baronne et désigné par le numéro huit, sur un plan dressé par Louis H. Pilié, voyer, le 6 janvier 1841 et déposé en l'étude de Edwin Edwin Floyd, un ci-devant notaire en cette ville connu sous No 100. Lequel dit lot mesure vingt-trois pieds de façade sur la rue Girod sur une profondeur de cent vingt-huit pieds onze pouces et trois lignes entre lignes parallèles et à l'usage en mesure anglaise, le dit lot situé du côté vers la rue Carondelet, ouvrant sur la dite rue Girod, sur une largeur de quatre pieds et une profondeur pareille.

Conditions—Un quart ou plus comptant en gré de l'acquéreur et le reste à un crédit de un, deux et trois ans avec intérêt à sept pour cent par an, avec billets d'acquéreur portant hypothèque spéciale sur la dite propriété, avec les dites ventes assorties d'autorisation d'exécution sans recours à la voie de procès pour en forcer le paiement, et le transfert de la police d'assurance etc.; l'acquéreur assumera et fera face à toutes les taxes de ville, un date du 31 décembre 1879, dument enregistré au bureau des transferts livre 98, folio 340.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
18 avril—18 25—mai 2 9 16 19

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de Shérif et Syndic

D'une Plantation de valeur dans la Paroisse Terrebonne, connue comme Plantation Evergreen—

Comprenant la plantation entière et d'peu dans ladite paroisse, avec tous les bâtiments, meubles, bêtes à cornes, wagons, charrettes charrues et tous les ustensiles de la ferme, etc.

A des conditions faciles et avec un faible intérêt.

Dans l'affaire de H. Grobel & Co. vs. leurs créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 19,625—En vertu d'un ordre de vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans et à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans et adressé à Thomas Duffy, Shérif Civil de la paroisse d'Orléans, et signé par Oliver Marionneaux, syndic des créanciers de Henry Grobel & Co et de Henry Grobel et de Oliver Marionneaux, demandant la vente de la propriété ci-après décrite, avec les conditions et autres mentionnées qui seront faites par le dit Thomas Duffy, Shérif Civil, et ledit Shérif Civil procédera en vente à la porte principale aux enchères publiques, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la Gravier et l'allée Commerciale, le MARDI, 24 avril 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Le tout d'un certain morceau de terre, ensemble avec les améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies, privilèges et dépendances qui y appartiennent en quelque sorte que ce soit, situé dans la troisième district de cette ville, désigné comme les lots G, dans l'ancien faubourg Tréme. Dans l'ancien district de cette ville, désigné par la numéro 1 en bloc, borné par les rues Ursulines, Claiborne, Conti et Robertson, mesurant 60 pieds de façade sur la rue Ursulines sur une profondeur de cent dix-huit pieds.

Etant la même propriété que la défenderesse a acquis de Louis Fix, par acte passé pardevant Alfred E. Lewis, notaire en cette ville, en date du quinzième jour de décembre 1872.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
17avril—17 24—mai 1 8 15 19

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mme Veuve J. H. Slawson et al. vs. Sallie B. Sedden.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 23,551.—Attendu que William C. Seddon, de la ville de Baltimore, Etat du Maryland, tuteur de la mineure Sallie B. Seddon, par l'entremise de John G. Devereux, son agent, dûment reconnu, a fait application dans cette Cour, pour l'autorisation de prendre possession de et de transférer de l'Etat de la Louisiane, à la ville de Baltimore, Maryland, la propriété appartenant à la dite mineure.

A ces et par le présent donné à ceux que cela concerne d'avoir à déduire dans les trente jours suivant la première publication de cet avis, pourquoi l'application de cet avis ne serait pas accordée.

Par ordre de la Cour.
EUG. D'HERBIGNY,
Député Greffier.
Nouvelle-Orléans, 21 mars 1888.
22 mars—4f au 30

VENTES A L'ENCAN.

PAR JAS. P. GUINAULT.

Placement avantageux de propriétés situées dans le Second District.

L'encoignure des rues St-Louis et Bourgogne occupée comme magasin d'épiceries.

Résidence en briques à deux étages No 59 rue Dauphine.

Résidence en briques à deux étages rue Bourbon No 69.

PAR J. P. GUINAULT, encanteur, Bureau, Bienville et Passage de la Bourse—SAMEDI, 21 avril 1888, il sera vendu à midi, à la Bourse des Encanteurs, rue St. Charles, Nos 72 et 74, les propriétés suivantes savoir—

La grocerie formant encoignure aux rues St-Louis et Bourgogne.

1e Un lot de terre renfermé par les rues St-Louis, Conti, Dauphine et Bourgogne, mesurant 31 pieds 10 pouces de face à la rue St. Louis, sur 75 pieds 3 pouces 3 lignes de profondeur; ensemble les bâtisses et améliorations qui en dépendent, comprenant un magasin en briques avec mansardes, etc., etc., et louè $35 par mois.

Résidence No 59 rue Dauphine.

2e Un lot de terre dans l'îlet borné par les rues Dauphine, Bourgogne, Bienville et Conti, mesurant 22 pieds 4 pouces de face à la rue Dauphine, sur une profondeur de 114 pieds 2 pouces 4 lignes. Ensemble, une résidence en briques à deux étages, attenant à la maison principale. Une autre bâtisses en briques, à deux étages, etc., etc. Aussi, l'usage d'une allée en commun dans le fonds de la dite propriété, ainsi que la pleine jouissance d'un autre lot de terre Dauphine, ayant une profondeur de 114 pieds 2 pouces 4 lignes, attenant à la propriété ci dessus décrite, mesurant 23 pieds 5 pouces de face à la dite allée, sur 82 pieds 5 pouces 4 lignes de profondeur.

Résidence No. 69 rue Bourbon.

3e Un lot de terre dans l'îlet tronqué par les rues Bourbon, Dauphine, Bienville et Conti, mesurant 22 pieds 4 pouces de face à la rue Bourbon, sur 75 pieds 8 pouces de profondeur; ensemble une résidence en briques à étages avec magasin au rez-de-chaussée; une autre bâtisse en briques à deux étages attenante à la maison principale, etc., etc.

Owen Short vs Jacob Burger, No 8,840.

Et aussi en vertu d'un writ de fieri facia à moi adressé par l'Hon. Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire de

Jacob Burger vs Owen Short et als., No 8,933 (il a contre le plaignant et en faveur du défendeur Owen Short.)

Je vendrai à l'encan à la Bourse des Encanteurs No 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI 28 avril 1888, A MIDI, la propriété décrite ci-après, à savoir:

Deux lots de terre, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tout ce qui y appartient, situés dans le troisième district de cette ville, dans l'îlet nommé Trépagnier, bornés par les rues Urquhart, Villere, (anciennement Gironde), Féliciana et Clouet, désignés par les numéros huit et neuf, ensemble l'un à l'autre, et mesurant chacun, trente et un pieds de face à la rue Clouet, sur une profondeur de cent dix sept pieds quatre pouces six lignes, entre lignes parallèles.

Acquis par Jacob Burger de William Johnson d'après un acte passé pardevant Emile Lanusse, notaire, en date du 22 décembre 1885.

Saisi dans l'affaire ci-dessus comme la propriété de Jacob Burger.

Conditions—Comptant excepté étant la seconde et dernière, la dite propriété sera définitivement adjugée au plus fort et dernier enchérisseur payant au moins les deux tiers du montant de son enchère, l'acquéreur fournissant un bon avec sécurité bonne et solvable, portant intérêt au taux de huit pour cent par an à partir de leur date jusqu'à paiement, et hypothèque spéciale sur la dite propriété jusqu'à paiement final. L'acquéreur aura à déduire du montant de son enchère et paiera comptant les frais d'impressions, du shérif, du greffier, etc., soit environ cent cinquante piastres, et de plus les taxes de l'Etat, de ville et de paroisse dues sur la dite propriété, s'élevant à environ vingt piastres.

Voici l'inventaire des biens sur la dite habitation:

Sucrerie, magasin à maïs, écurie, huit cabanes simples, trois doubles, résidence, cuisine et une autre dépendance, un moulin à cannes, contenant complète, environ 100 barils de maïs, limites de fermes assez pour nourrir jusqu'à la nouvelle récolte, charrettes, wagons, harnais, mules, une passe et une charrette à eau, charrues, moulins à coton et autres instruments nécessaires à la culture. Il y a 70 acres plantés de cannes, 30 acres de maïs, une année, 40 acres sourches de deux ans, 21 jeunes mouts.

Conditions—Un quart ou plus comptant, reste à un crédit de un, deux et trois ans avec intérêt au taux de huit pour cent par an, avec billets d'acquéreur datés du jour de la vente portant hypothèque spécial et lien du vendeur avec autorisation d'exécuter par un ou deux jusqu'à échéance et 5 pour cent par an après maturité avec la clause de cinq pour cent pour honoraires d'avocat en cas de poursuite. L'acquéreur devra assurer les bâtisses et les améliorations pour le montant de la somme à crédit et transférer la police à l'ordre du vendeur, et devra payer toutes les taxes de paroisse et municipales de l'année 1888.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
Olivier Marionneaux, syndic des créanciers de Henry Grobel & Co., et Henry Grobel et d'Olivier Marionneaux.
3 avril—3 10 17 24—mai 1 5

ANNONCE JUDICIAIRE.

John Rexach vs Mary Muller.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 23,636—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'honorable cour civile de district pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et l'Allée Commerciale, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 19 mai 1888, à midi, de la propriété ci-dessus décrite, à savoir:

Cinq certains lots de terre situés dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet anciennement désigné par le numéro 3, borné par les rues des Champs-Elysées, des Français et l'Industrie et l'Avenue Canal Marigny, chacun de ces lots mesurant numéro 1, 2, 3, 4 et 5. Les lots 1, 2, 3 et 4 se touchent et mesurent chacun 31 pieds 11 pouces 7 lignes de face à la rue Français, sur une profondeur de 124 pieds 8 pouces, entre lignes parallèles. Le lot numéro 1 forme l'encoignure des rues Français et Industrie et le numéro 5 de 31 pieds 11 pouces 7 lignes de face à la rue Français, sur une profondeur de 154 pieds 8 pouces, entre lignes parallèles.

2e Une certaine portion de terre, située dans le même District et îlet que la propriété ci-dessus, et mesurant 127 pieds 10 pouces 4 lignes de face à la rue Industrie, sur une profondeur de cent vingt-quatre pieds 8 pouces de face à la rue Industrie, entre lignes parallèles. Et une autre portion de terre, située dans le même District et îlet, mesurant 63 pieds 11 pouce 2 lignes de face à la rue des Champ-Elysées, sur une profondeur de 124 pieds 8 pouces, entre lignes parallèles.

3e Quatre lots de terre, situés dans le même District et îlet que la propriété ci-dessus désignés comme lots 12, 13, 14 et 15 sur un plan dressé par B. Hennécourt, le 5 février 1840. Le lot 12 mesurant 31 pieds 6 pouces 7 lignes de face à la rue des Champs-Elysées, sur 124 pieds 2 pouces, sur un côté 100 pieds sur l'autre côté et face à la rue Conti. Le lot 13 de 31 pieds 11 pouces sur une ligne élarg